

ESPAGNE

Le gouvernement décidé à augmenter les impôts

Comment le gouvernement va-t-il élever la pression fiscale ? A travers quels mécanismes et sur quels revenus ? Pour l'instant, les informations éparses mises à la disposition de l'opinion publique ne répondent que partiellement à ces interrogations, mais le débat est déjà chaud sur la scène politique.

De notre bureau de Madrid,
M'hamed El-Mansouri

Afin de justifier son intention d'augmenter les impôts, l'Exécutif espagnol avance l'argument que cette mesure comblerait en partie le déficit public qui gêne la relance économique tant espérée.

A cet effet, le chef du gouvernement Zapatero, comparaissant devant le Congrès des députés au début du mois de septembre, en avait appelé au sens de la «solidarité» de ses concitoyens, en leur demandant un «effort». Il avait annoncé alors que l'augmentation des impôts aurait pour résultat un revenu de près de 15 milliards d'euros pour les caisses de l'Etat. Par la suite, la seule information confirmée aura été celle de l'augmentation de

2 % de la TVA sur les biens de consommation (allant de 16 à 18 %). Cette décision ravive les critiques des opposants à l'augmentation de l'imposition. Ainsi voit-on dans ce camp des acteurs sociaux et politiques dont les intérêts sont totalement divergents.

Le principal parti d'opposition, le Parti populaire, se prononce contre l'augmentation de la pression fiscale, tout comme le parti de gauche d'Izquierda Unida (Gauche unie). Les deux partis argumentent que l'augmentation des impôts affectera les classes moyennes, selon le premier, et les travailleurs aux revenus limités, selon la deuxième formation politique. Les syndicats se positionnent sur le même plan qu'Izquierda Unida en avertissant que si augmentation il y a, elle devra toucher prioritairement les grosses fortunes. Les patronales critiquent aussi l'intention du gouvernement espagnol d'élever la pression fiscale, en qualifiant cette idée de «grave erreur» car elle freinerait la relance de la consommation interne.

Le président de l'Association des caisses d'épargne espagnoles, à la faveur de cette pluie de critiques contre l'initiative de l'Exécutif, s'hardit même à demander des élections générales anticipées (présidentielles et législatives). Pourtant,



Un revenu de 15 milliards d'euros pour les caisses de l'Etat.

dès l'annonce de cette idée d'élever l'imposition, et malgré quelques informations contradictoires de certains de ses membres, l'Exécutif espagnol insiste en précisant que l'augmentation des impôts sera «limitée et temporaire» comme l'a souligné Zapatero.

L'Exécutif souligne qu'il poursuivra une politique de protection sociale malgré les effets de la crise, et que cette mesure n'aura pas d'effet sur la déclaration annuelle de revenus des travailleurs et affectera les rentes de capital (immobilier ou autre...). En ce sens, le gouverne-

ment a indiqué que l'augmentation de la TVA ne touchera pas les aliments de base (comme le pain) ou les médicaments.

Néanmoins, les critiques subsistent et les spéculations vont bon train, car jusqu'à présent ce ne sont que les lignes générales du projet d'augmentation des impôts qui sont dévoilées. Bien que le gouvernement ait déjà défini les détails de cette mesure, les acteurs socio-politiques et économiques ne les connaîtront qu'à la faveur de l'annonce de la loi de finances 2010.

M. E.-M.

GRÈCE Deux cadres du Pasok ciblés par un attentat

Un attentat à l'explosif s'est produit ce mardi devant l'appartement de deux cadres du Parti socialiste grec (Pasok), dans le centre de la capitale, Athènes, sans faire de victime mais provoquant des dégâts matériels, a-t-on indiqué de source policière.

La même source précise qu'un engin de fabrication artisanale «de faible puissance» a explosé dans la matinée devant l'appartement de la responsable des questions économiques du Pasok M^{me} Louka Katsélis, candidate aux élections législatives du 4 octobre prochain.

L'habitation abrite également le bureau de son mari, Gérassimos Arsenis, qui a été plusieurs fois ministre dans des gouvernements socialistes.

Un inconnu avait prévenu, vingt minutes avant l'explosion, les rédactions d'un quotidien et d'une chaîne de télévision privée, a encore précisé la police.

Photo : DR

Publicité

MOTION DE SOUTIEN AU PRESIDENT DE L'APC DE DELY-BRAHIM MONSIEUR SEDRATI BRAHIM

- Vu la situation de blocage que vit actuellement notre APC

- Vu qu'une première tentative de blocage de l'APC a déjà été amorcée par sept (07) élus — en début de mandat —, prêtant même serment sur le Coran à ne pas accepter d'œuvrer sous la présidence de M. Sedrati Brahim

- Vu le préjudice subi par les citoyens devant l'attitude des huit (08) élus signataires du retrait de confiance à notre président d'APC et adressé au wali délégué.

- Vu les efforts consentis par l'Etat pour le développement de notre commune qui se voient freinés par l'attitude inexplicable de ces huit (08) élus.

- Vu l'urgence de la délibération des différents marchés et projets rentrant

dans le cadre de l'épanouissement de notre commune que ces élus doivent entreprendre, notamment par des programmes incluant 27 quartiers (une première dans notre commune) pour la réalisation de bitumage des routes et ruelles, réfection des trottoirs, implantation d'ava-loirs, réhabilitation de l'éclairage public, assainissement, création de bibliothèque, crèches, mosquée, aménagement du stade communal, etc.

Pour tout cela

* Nous ne pouvons rester spectateurs à cette situation

* Nous ne pouvons admettre qu'une telle coalition puisse se former allant à contre-courant de l'aspi-

ration des électeurs de notre commune qui ont exprimé leur volonté par le scrutin du vote du 29 novembre 2007.

* Nous appelons à la raison ces neuf (09) élus à se remettre au travail dans l'intérêt de la collectivité, au lieu de s'atteler à perdre leur temps pour leur seul souci injustifié : la destitution du président de l'APC qui est élu pour un mandat de 5 ans.

* Nous interpellons les autorités compétentes à rejeter ce préalable du retrait de confiance établi par les huit (08) élus dissidents, qui ne se justifie d'aucun argument plausible, à l'encontre de notre président d'APC qui réunit, sans aucun doute, compétence, expérience et intégrité dans la gestion des



affaires de notre commune.

A ceci

Nous confirmons notre soutien indéfectible à notre président d'APC, Monsieur Sedrati Brahim, que nous exprimons par la signature de cette motion de soutien.

Suit une liste de 1 650 signataires